

BUNDESWEHR : L'ARDU ÉQUILIBRE ENTRE VOLONTÉ POLITIQUE ET DÉFIS STRUCTURELS

BASTIEN POULIQUEN
17 AVRIL 2024



Crédit photo : © Bundeswehr/Sebastian Wilke

DEFINSEEC.COM

DEFINSEEC@GMAIL.COM

07 83 51 70 94

STRATÉGIES SÉCURITAIRE ET DIPLOMATIQUE

Les forces de défense fédérales allemandes (Bundeswehr) ont été, comme d'autres en Europe, influencées dans leur développement par les récents événements en Ukraine, découlant de l'invasion russe du 24 février 2022. D'un historique de réticence vis-à-vis de la chose militaire, la démocratie allemande s'est progressivement investie dans l'effort de guerre européen, devenant finalement le premier soutien matériel à l'Ukraine derrière les États-Unis d'Amérique. Du commencement de l'invasion au mois de novembre 2023, le soutien d'aide militaire à l'Ukraine avoisinait 17,1 milliards d'euros (le Royaume-Uni, par exemple, totalisait sur la même période 7 milliards d'euros).

Cela fut loin d'un long fleuve tranquille: on se souvient notamment de l'indécision des forces politiques allemandes face à la dépendance au gaz russe via Nord Stream 2, ainsi que du refus pour un temps de l'envoi de tout char de fabrication allemande Leopard 2 en Ukraine. Cet article s'attachera à aborder les évolutions stratégiques allemandes les plus récentes, cela jusqu'au mois d'avril 2024.

Sans réelle surprise, la position diplomatique allemande vis-à-vis de l'OTAN n'a que peu évolué, Olaf Scholz confirmant le 16 février 2024 la place primordiale de l'organisation transatlantique dans les décennies à venir, et réaffirmant l'objectif des 2% du Produit Intérieur Brut alloués à la défense. Il est à noter que c'est la première année pour laquelle l'Allemagne atteint cet objectif, avec une enveloppe de 71,8 milliards d'euros (dont 19,8 milliards découlant du fond spécial de 100 milliards sur 5 ans annoncé en 2022), malgré un engagement datant de 2014. C'est une évolution notable: encore en 2016, la barre symbolique des 2% ne devait supposément pas être dépassée avant 2031. De plus, Boris Pistorius, Ministre fédéral allemand de la défense, n'a pas écarté le 16 février, lors de la Conférence sur sécurité de Munich, l'idée que : « *L'Allemagne devra peut-être consacrer plus de 2 % de son produit intérieur brut à la défense pour dissuader la Russie dans les années à venir* ».



Cette position persistante allemande sur l'OTAN ne tend cependant pas à favoriser ses relations avec la France. Si un espoir avait existé aux premiers jours de la guerre, les méthodes et ambitions franco-allemandes restent éloignées.

Concernant le soutien à l'Ukraine, plutôt que d'opter pour une coordination, les deux grandes puissances du continent continuent de préférer une relation bilatérale avec Kiev. Bien qu'il soit clair que l'injection du "fond spécial" ait accru la compétition industrielle entre les deux pays, on remarque une avancée concrète dans le programme MGCS de char du futur, au-travers d'une signature prévue au 26 avril devant finaliser la répartition des tâches entre les différents industriels engagés.

Longtemps ralentie par le manque d'objectifs communs, la relation de défense franco-allemande pourrait s'accroître avec ce signal favorable. Un second facteur clef quant à l'évolution de celle-ci se retrouvera évidemment dans les futures élections américaines ; l'élection d'un candidat républicain, Donald Trump, prônant ouvertement un désengagement américain du continent européen pousserait probablement la France et l'Allemagne à prendre en main le futur de l'Europe en matière de défense. La France n'étant évidemment pas le seul partenaire de défense allemand, d'importants contingents ont pu être remarqués lors de l'historique exercice de l'OTAN "Steadfast Defender 24", avec près de 12 000 militaires, 3 000 véhicules et 30 avions. L'objectif étant, comme souvent, une interopérabilité accrue entre les différents membres de l'alliance, avec un accent mis sur les mouvements de troupes à travers l'Europe pour lesquels le territoire Allemand se retrouve en être la plaque tournante. Des avertissements ayant été adressés aux populations civiles, notamment dans le cadre des convois britanniques près des côtes de Mer du Nord à partir du port d'Emden.

Un second exercice, bien que d'une envergure moindre, a eu lieu de mi-mars à début avril en coopération avec des troupes tchèques et norvégiennes. La particularité de ce dernier est l'importance prise du combat en milieu urbain, répondant évidemment aux nouvelles nécessités observées durant le conflit ukrainien, surtout lors du siège de Marioupol. Le général de brigade Alexander Krone affirme l'importance de "se préparer à de tels scénarios".



Loin de se limiter à l'appareil purement militaire, le scénario du pire semble désormais être partagé jusqu'aux plus hautes sphères berlinoises. Le Ministre allemand de la défense, Boris Pistorius, a ainsi comparé le 11 février, l'invasion Russe en Ukraine à l'annexion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne nazie. Plus tôt dans l'année, en janvier, il avait également affirmé durant une entrevue: *"Nous entendons des menaces du Kremlin presque tous les jours [...] nous devons donc tenir compte du fait que Vladimir Poutine pourrait même attaquer un jour un pays de l'OTAN"*. Avant d'ajouter : *"Nos experts estiment le délai de concrétisation d'une telle action s'étalant de 5 à 8 ans"*. Information que le chef d'état-major allemand Carsten Breuer a confirmé, tout en prenant le contrepied du Chancelier Olaf Scholz quant à sa volonté de geler le conflit: *"Le gel du conflit exige l'acceptation des deux parties. Il n'y a pratiquement pas de conflits gelés dans le monde qui n'ont pas repris. La situation militaire actuelle en Ukraine suggère que le gel du conflit ne semble pas possible ou souhaitable"*. Enfin, ce dernier livre certains détails quant à l'avancement de l'allocation des fonds de relance militaire de 100 milliards d'euros, qui serait selon lui parachevée à 80%, et rappelle que ces milliards sont appelés à n'être que des "financements initiaux".

L'interrogation porte dès lors sur la raison d'une telle posture martiale, un tant soit peu inhabituelle pour les dirigeants allemands. Il serait possible de faire un lien avec l'importante pénurie de personnel à laquelle fait face la *Bundeswehr*, induisant la nécessité pour l'appareil politique allemand de faire réagir l'opinion publique nationale. Actuellement composée d'environ 183 000 hommes, la *Bundeswehr* devrait atteindre à l'horizon de 2031 une force de 203 000 soldats et 60 000 réservistes, afin de remplir ses nouveaux objectifs. Face à l'imprégnation d'une forte culture pacifiste dans la société, l'armée allemande peine à se faire entendre.

C'est notamment le cas pour les interventions à visée pédagogique de militaires dans les lycées, qui suscitent d'importants débats. Face à eux les syndicats d'enseignants, dont la porte-parole de l'un d'eux, Martina Schmerr remarque que : *"les officiers vont dans les classes pendant les cours, prennent des heures sur celles des enseignants [...]. Le jeu politique en soi est certainement très bien sur le plan didactique, mais il n'est pas équilibré en ce sens qu'il suit une logique de guerre et de l'escalade de la violence. Assez souvent, ce jeu se termine par un scénario de guerre nucléaire"*.



BUNDESWEHR : L'ARDU ÉQUILIBRE ENTRE VOLONTÉ POLITIQUE ET DÉFIS STRUCTURELS

Un autre projet à l'étude concerne la réintroduction du service militaire, aboli en 2011, dès l'année prochaine. Sans surprise, comme rapporté par l'hebdomadaire Spiegel, B. Pistorius cherche à offrir : *“un modèle de service militaire allemand qui soit évolutif et puisse contribuer à la résilience de la nation dans son ensemble, même à court terme, en fonction de la menace”*.

De facto, le choix pourrait être fait de s'orienter vers un modèle scandinave, comme en Suède où approximativement un quart des jeunes de 18 ans (selon leurs compétences et domaines d'intérêts) viennent à suivre une formation militaire. Le projet fait néanmoins face à une importante opposition des Verts et du FDP, tout en peinant à fédérer l'entière coalition au pouvoir. Soulevant beaucoup de remous, il est fort possible qu'aucune décision ne soit prise dans un horizon proche, notamment pour le cas d'une conscription obligatoire (à laquelle Olaf Scholz lui-même fait barrage).

Enfin, une dernière idée du Ministre de la défense allemand semble quant à elle obtenir un soutien plus affirmé : l'ouverture du recrutement de la Bundeswehr aux étrangers. De fait, la CDU (Union chrétienne-démocrate) faisant partie de l'opposition a soutenu cette idée au-travers de Marie-Agnès Strack-Zimmermann, présidente de la commission de la défense du parlement allemand. Si celle-ci défend une ouverture du recrutement aux membres de l'Union Européenne, elle l'exclut pas de l'élargir à d'autres pays d'Europe et à ses partenaires de l'OTAN. Il est à noter qu'un porte-parole de la Bundeswehr a affirmé en interview que cette mesure *“ne viserait pas à combler des lacunes avec des étrangers”* ; il va néanmoins sans dire que l'opportunité arriverait à point nommé.



D'un point de vue plus concret, il n'est pas compromettant d'affirmer le retard de la Bundeswehr d'un point de vue matériel. En termes numériques, les dépenses consacrées à l'approvisionnement s'élevaient à 18,5% du budget militaire, et celui de l'entretien du matériel à 9,7% ; chiffres trop faibles à l'échelle européenne, alors que l'administration et les dépenses de personnel dépassaient les 50%.

A titre de comparaison, les Etats-Unis et la France réservaient (2020) respectivement 29,3% et 26,5% de leur budget aux demandes en équipements. C'est pourquoi les fonds supplémentaires devaient servir exclusivement au financement de projets d'armement et à l'équipement des soldats.

BUNDESWEHR : L'ARDU ÉQUILIBRE ENTRE VOLONTÉ POLITIQUE ET DÉFIS STRUCTURELS

Un article du Financial Times paru à la mi-février a dressé un bilan de cette initiative. Selon le Ministère allemand de la défense, les principaux investissements sont à retrouver dans le domaine aérien. Sans aller jusqu'à en dresser une liste exhaustive, on peut notamment retrouver : 8,3 milliards d'euros dédiés à l'achat de 35 F-35 américains (décision polémique face au rejet des alternatives européennes), 7,2 milliards d'hélicoptères Chinook CH-47F (remplaçant les anciens Sikorsky CH-53 datant des années 1970) ou encore 10,1 milliards pour différents systèmes de missiles (Patriot, Arrow 3, Iris-T SLM).

Finalement, seuls 2 milliards ont pour l'instant été dédiés aux forces blindés, et 2,4 milliards aux équipements individuels. Ce n'est évidemment qu'une analyse à mis parcours, une part importante des 100 milliards n'ayant pas encore officiellement été allouée.



Néanmoins, la question importante sera évidemment la marche à suivre lorsque les fonds spéciaux seront épuisés. Comme énoncé précédemment, le budget régulier de l'armée reste limité (52 milliards) et une incapacité politique à relancer un plan de grande ampleur pourrait signifier pour le budget de la Bundeswehr de repasser sous la barre des 2% du PIB dès 2027. L'ancien conseiller délégué aux affaires étrangères de la chancelière Angela Merkel, Christoph Heusgen, fait remarquer la nécessité "d'une discussion approfondie quant à la provenance des 30 milliards d'euros supplémentaires". Ce dernier ajoutant ensuite : *"Il y aura d'importants débats sur le sujet des ressources, et de leurs allocations. Et mon impression est que le gouvernement semble effrayé à l'idée de mener cette discussion, et préfère la retarder"*.

Les règles budgétaires allemandes strictes ne sont évidemment pas étrangères à cet atermolement, financer l'effort de guerre signifierait rediriger des fonds déjà alloués ou prendre la décision d'augmenter la levée de taxes.

En outre, malgré des évolutions législatives visant à faciliter les commandes en matériel, le manque de clarté vis-à-vis de l'avenir des investissements rend les manufactures d'armement réticentes à s'engager aux côtés de la Bundeswehr. Ainsi, malgré 55 commandes (de plus de 25 millions d'euros) présentées au parlement en 2023, Ulrike Franke (conseiller au Conseil Européen pour les Relations Étrangères) soulève le "cauchemar bureaucratique" persistant et les divergences entre les affirmations des milieux politiques et celles des producteurs d'armement.

De plus, des inquiétudes provenant des rangs militaires font savoir la difficulté pour ces derniers à percevoir les résultats concrets de ces nouveaux investissements. Au-travers d'un rapport adressé au Parlement en février, la Commissaire aux armées Eva Högl a notamment pointé du doigt la situation concrète de l'école d'artillerie d'Idar-Oberstein dans l'ouest de l'Allemagne. Cette dernière présenterait près de 85% de bâtiments en attente de rénovations, et dont 14 de leurs obusiers envoyés en soutien aux forces ukrainiennes n'auraient toujours pas été remplacés malgré leurs demandes persistantes. Selon ses mots : *"Il est urgent que l'argent parvienne aux troupes, que les hommes sentent que quelque chose s'améliore"*.



Nous servant de ce rapport comme d'une transition, il apparaît nécessaire d'apporter certaines nuances relatives aux récentes inquiétudes et déconvenues de la Bundeswehr, tendant à rappeler le chemin encore long à parcourir après des décennies de déclassement progressif. Comme nous avons pu le sous-entendre plus tôt, l'important soutien à l'Ukraine est à double tranchant car pénalise durement les capacités actuelles de la Bundeswehr. Dans le cas de matériels de haute technologie, les remplacer demande une à plusieurs années, c'est notamment le cas des 18 tanks Leopard 2. Mais plus globalement le journaliste Thomas Wiegold, spécialiste des questions de défense, estime à 70% la proportion des équipements nécessaires aux différentes forces armées actuellement fournies, cela notamment au sein de l'Armée de terre (Heer).

LIMITES STRUCTURELLES ET SCANDALES

Afin de mieux comprendre les fractures actuelles entre annonces politiques et capacités militaires, s'intéresser au cas concret de la Lituanie est tout particulièrement pertinent. En effet, pour la première fois depuis la fin de la 2nd Guerre Mondiale, l'Allemagne envisagerait de déployer de façon permanente une brigade à l'étranger à l'horizon 2027. Pour rappel, une telle force se composerait de 5 000 hommes (4 800 soldats et 200 civils) et serait formée de 2 bataillons. Une décision importante dans le renforcement du volet dissuasif de l'alliance dans les pays baltes, mais concrètement très flou dans sa mise en place. Est notamment présentée la difficulté pour l'armée allemande de rassembler les volontaires nécessaires, alors même que les effectifs des forces allemandes reculent face au manque d'attractivité (diminution de 0,8% en 2023). Illustration parfaite, l'importance croissante des requêtes de non-déploiement en "zone de guerre". Celles-ci découlant de la position défensive historique de l'armée allemande, permettre à ses soldats d'user d'une telle clause était à l'époque logique alors que les interventions à l'extérieurs restaient une exception.

Bien que limitée d'une question purement numérique, 951 militaires concernés en 2022, cela reste 5 fois plus que l'année précédente et concerne pour 20% d'entre-eux des engagés.



La question des effectifs mise de côté, deux polémiques récentes viennent également questionner le degré d'opérationnalité de l'armée allemande. La première, que l'on pourrait comparativement quasiment qualifier de bénigne, fait suite au déploiement de la frégate Hessen en mer Rouge dans le cadre de l'EUNAVFOR Aspides (en réponse aux nombreux actes de terrorisme Houthis contre le transport maritime dans la zone). Déploiement que l'amiral Jan Christian Kaack, chef de la Deutsche Marine, a qualifié : *"d'engagement le plus sérieux d'une unité de la marine allemande depuis de nombreuses décennies"*. Néanmoins, dans la nuit du 26 au 27 février, deux missiles surface-air Standard Missile 2 furent tirées contre un drone identifié comme hostile. Hors le fait que le drone inconnu s'avéra être un MQ-9A Reaper américain (n'ayant pas activé son système IFF [Indentification Friend or Foe]), l'incapacité à abattre la cible suite à un "défaut technique" est probablement l'élément le plus perturbant de l'affaire.

La Bundeswehr n'étant pas au bout de ses peines, quelques semaines plus tard est publié par les services russes un échange entre haut-gradés allemands quant au possible envoi de missile longue-portée Taurus en Ukraine. Après avoir confirmé l'authenticité des enregistrements, l'enquête menée par les services de sécurité allemand aboutit à la mise en cause personnelle de 4 officiers de la Luftwaffe pour l'usage de moyens de communication non sécurisés. Outre les missiles Taurus, l'envoi de missiles de croisière Storm Shadow / SCALP par la France et le Royaume-Uni aurait également été discuté, réduisant d'autant plus la perception de leurs alliés de la fiabilité allemande.

Un scandale n'arrivant jamais seul, un rapport portant sur l'état des systèmes de communications de la Bundeswehr a également fait parler de lui. Eva Högl, sa rédactrice, pointe notamment du doigt l'usage encore généralisé de fax (de facto sans aucune sécurité) et l'absence de wifi dans certaines bases (lorsque les militaires allemands ne doivent pas tout simplement payer pour y avoir accès). E. Högl prend également l'exemple d'un exercice commun de l'OTAN en 2023 où l'on pu noter l'usage par l'Allemagne de radio non chiffrée (datant des années 1980) et incompatible avec leurs alliés...

Outre le manque d'investissement, la difficulté pour l'appareil militaire allemand à évoluer est également en cause. Comme a pu l'illustrer à la fin du mois de février, les tensions entre Boris Pistorius (Ministre de la défense) et plusieurs haut-gradés de la Bundeswehr relatives aux réformes structurelles proposées par le premier. Le lieutenant général Alphonse Mais aurait en outre appelé à un accroissement des prérogatives de la Heer, ce que le ministre aurait refusé. Amenant M. Pistorius à affirmer dans les pages du quotidien Bild : "Qu'ici, c'est comme à l'école maternelle".

CONCLUSION

En résumé, il est clair que la Bundeswehr est actuellement encore bien loin des standards auquel un pays de l'importance de l'Allemagne pourrait prétendre. Cela étant dit, la dynamique politique observée ces deux dernières années reste bonne alors même qu'elle doit faire face à des décennies d'effritement des budgets de défense, un désintérêt marqué de la population pour les questions sécuritaires, et la nécessité de soutenir les forces armées ukrainiennes. Il est cependant clair, que même dans l'hypothèse la plus optimiste d'un suivi sur le moyen et long terme de la politique de reconstruction de la Bundeswehr, cette dernière ne pourra atteindre des niveaux d'opérationnalité réellement satisfaisants avant plusieurs années.

SOURCE

- "Gleeful Russia relishes German Taurus leak scandal", Denis Leven, Politico, 04/03/2024
- "L'interception d'une conversation entre des officiers allemands serait due à une « erreur individuelle »", Laurent Lagneau, Opex 360, 05/03/2024
- "Dans un piteux état, l'armée allemande utilise encore des fax et des radios incompatibles avec celles de ses alliés", Thomas Burgel, Géo, 13/03/2024
- "L'impact de la guerre en Ukraine sur la coopération militaire franco-allemande", The Conversation, 22/02/2024
- "German soldiers are not exactly lining up for service in Lithuania – interview", Jurga Bakaitė, 08/02/2024, LRT.it
- "Allemagne: face à ses problèmes d'effectifs, l'armée multiplie les interventions dans les lycées", RFI, 26/03/2024
- "Mer Roue : La frégate allemande Hessen a failli abattre un drone américain", Laurent Lagneau, Opex 360, 29/02/2024
- "Large-scale, multinational exercise Allied Spirit 24 kicks off in Germany", Staff Sgt. Justin Hough, U.S.Army, 12/03/2024
- "Putin could attack NATO in '5 to 8 years,' German defense minister warns", Nicolas Camut, Politico, 19/01/2024
- "Germany's Scholz says confident of NATO future security guarantees", Reuters, 16/02/2024
- "German Chancellor Olaf Scholz defends his refusal to send Ukraine Taurus missiles", Euronews, 13/03/2024
- "Aide à l'Ukraine et réarmement de l'armée... La bascule militariste de l'Allemagne est-elle tenable ?", France 24, 15/11/2023
- "Accord franco-allemand pour le « char du futur »", Ministère des Armées, 22/03/2024
- "The Bundeswehr on operations", bundeswehr.de
- "Le système politico-militaire allemand : genèse et explication", Christian Friedl, Revue de défense nationale
- "L'Allemagne envisage de réintroduire le service militaire", Nick Alipour, Euractiv, 14/03/2023
- "German military headed for 56-bln-eur spending gap in 2028 - Spiegel", Reuters, 31/01/2024
- "Will Germany deliver on its grand military ambitions?", Guy Chazan et Sam Jones, Financial Times, 15/02/2024
- "Germany's Much-Vaunted Strategic Pivot Stalls", Christopher F. Schuetze, The New York Times
- "Pistorius macht Tempo: Neue Regeln sollen Beschaffung der Bundeswehr beschleunigen", T. Wiegold, Augen Geradeaus, 26/04/2023
- "17. Rüstungsbericht steht im Zeichen von Zeitenwende und Sondervermögen", Bundesministerium der Verteidigung, 22/06/2023
- "Welche Probleme die Bundeswehr hat", Ulrich Friese et Niklas Zaboji, Frankfurter Allgemeine, 19/04/22
- "Kampf im urbanen Gelände: Deutsche, tschechische und norwegische Truppen erobern Schnöggersburg", Dirk Reinhardt, mdr.de, 09/04/2024
- "Große Nato-Übung mit 90.000 Soldaten und schwerem Gefährt: Militärkonvois auf deutschen Autobahnen", Marcus Giebel et Julian Mayr, Merkur.de, 04/04/2024
- "Environ 950 militaires allemands ont demandé à ne pas être déployés dans une zone de guerre", Laurent Lagneau, Opex 360, 06/01/2024



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

